

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Il faut soutenir
le Kampuchea (Cambodge)
contre
l'agression vietnamienne !

Le premier janvier, à une heure du matin, les troupes vietnamiennes ont pénétré largement sur le sol du Kampuchea (Cambodge) ; elles progressent par le nord-est et l'est à l'intérieur du pays. Un soi-disant « Front uni de salut national du Kampuchea » (FUNSK) qui opère aux basques de l'armée vietnamienne prétend avoir « libéré » la ville de Kratié, nœud stratégique qui relie l'est du pays à la capitale Phnom-Penh. Il n'y a plus aucun doute aujourd'hui, il s'agit bel et bien d'une invasion massive du Kampuchea par les troupes vietnamiennes. L'indépendance et la liberté du peuple cambodgien sont gravement menacées par l'agression décidée à Hanoï.

Voilà plusieurs mois que les dirigeants de Hanoï préparent ce nouveau forfait, qu'ils amassent des troupes et des armes dernier cri reçues de Moscou à la frontière, qu'ils font un grand tapage sur un prétendu soulèvement « authentiquement » khmer sous la direction du FUNSK, qu'ils bombardent la frontière de gaz toxiques et procèdent à des incursions armées. Aujourd'hui, c'est l'invasion pure et simple. Jusqu'ouïront-ils maintenant dans le but d'étendre leur emprise politique et économique dans la région.

Derrière l'invasion vietnamienne, il y a, à peine dissimulée, l'Union soviétique qui cherche à s'infiltrer dans le Sud-Est asiatique pour y rendre la place que l'autre superpuissance a perdue sous les coups des peuples vietnamiens, lao et cambodgiens en 1975. Derrière l'invasion vietnamienne, il y a l'ambition de domination mondiale du social-impérialisme russe qui a fait du Vietnam son Cuba en Asie du Sud-Est.

Pendant la guerre de libération des peuples vietnamiens, lao et cambodgiens contre l'impérialisme américain, nous avons été à leurs côtés sans hésiter. Nous avons soutenu leur cause d'indépendance et de liberté. C'est la même volonté qui nous anime aujourd'hui alors que l'indépendance et la liberté du Kampuchea démocratique sont menacées par les dirigeants de Hanoï et de Moscou. Car cette politique agressive à l'encontre du Kampuchea est aussi contraire aux intérêts du peuple vietnamien lui-même.

Le deux janvier, Kieu Samphan, président de l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchea démocratique, a fait appel « aux amis proches et lointains » du Kampuchea et a saisi l'ONU de l'agression vietnamienne. Il nous faut répondre à ce pressant appel, dire et populariser la vérité sur ce qui se passe au Kampuchea et dans le Sud-Est asiatique, riposter du tac-au-tac à la campagne anti-cambodgienne destinée à masquer l'agression contre ce petit peuple de huit millions d'habitants.

Dans ces moments difficiles pour le Kampuchea démocratique, notre soutien militant lui est totalement acquis, comme notre confiance en sa victoire finale. Ne ménageons pas nos efforts pour lui assurer la solidarité de plus en plus de travailleurs de notre pays.

Le Secrétariat du PCML
Le 2 janvier 1979

La bonne année de Giscard Hausse des prix et chômage !

APRES l'augmentation des cotisations à la Sécurité sociale, voilà les hausses de prix. Fin 1978, début 1979 : les cadeaux de Giscard ont le même goût pour les travailleurs.

Pour les patrons aussi : leurs profits à eux se portent bien ! (voir page 3).

Le chômage, les licenciements, la vie de plus en plus chère : la pauvreté ce n'est pas un mythe ! Bien des familles la connaissent dans notre pays.

Et Giscard souhaite que le gouvernement redouble d'ardeur ! Dans une telle situation, il est grand temps que les travailleurs dressent leurs plans de bataille !

Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants.

La voie de l'action, la lutte unie de tous les travailleurs, en frappant ses profits peut faire reculer le patronat.

Voir articles pages 3 et l'appel du Comité central du PCML « Du travail pour tous » (pages 4 et 5).



(Photo III)

Aggression vietnamienne contre le Kampuchea

Le chef de l'Etat cambodgien lance un appel à l'ONU et aux pays du monde entier

LES combats font rage au Kampuchea (Cambodge) depuis le déclenchement de l'offensive générale vietnamienne dans la nuit du premier janvier. Le chef de l'Etat cambodgien, Kieu Samphan, a lancé mardi 2 janvier un appel pressant à l'ONU et aux pays du monde pour que cesse l'agression. Il a demandé « à tous les amis proches ou lointains une aide multiforme à la lutte du peuple cambodgien pour son indépendance ».

L'URSS et les pays du Pacte de Varsovie a lancé une invasion massive contre les provinces de Ratana-kiri, Kratié et le long de la route No 7 », c'est-à-dire au nord, nord-est du pays. La thèse du soulèvement populaire interne au Kampuchea, reprise encore aujourd'hui par l'humanité ne tient plus debout : en effet, c'est par milliers que les troupes vietnamiennes franchissent la frontière, cela nul ne peut le cacher. Et c'est par dizaines (10 à 50 selon certaines sources) que se comptent les sorties quotidiennes de l'aviation vietnamienne équipée de Mig 21 soviétiques. Les bombardements des villes et des villages dans la partie orientale du Kampuchea et le long des axes routiers sont si intenses qu'ils ont déjà fait un nom-

bre impressionnant de victimes parmi la population civile. Leur objectif est, semble-t-il, d'empêcher un regroupement et une contre-attaque massive de l'armée cambodgienne. Mais le calcul des agresseurs est mauvais. Comme l'indiquait en substance Pol Pot, il y a 15 jours, plus l'armée vietnamienne s'enfoncera dans le pays, plus elle se heurtera à la guérilla populaire dans les zones envahies. Même si les Vietnamiens prennent Phnom-Penh, la victoire finira par revenir au peuple.

Une chose est sûre, les dirigeants vietnamiens, aussi convaincus soient-ils de la puissance de leur armée qu'ils qualifient eux-mêmes de la « 3e du monde », ne se sont pas lancés dans cette aventure

militaire sans avoir des garanties de la part de l'URSS et de certains pays de l'Est.

L'approvisionnement en matières premières mais surtout en armes meurtrières (comme la livraison de Mig 23 russes) est énorme. C'est précisément cet équipement militaire massif accordé par le Pacte de Varsovie sur ordre de Moscou que la Roumanie avait refusé de cautionner, il y a quelques semaines. On mesure mieux aujourd'hui toute l'importance et le courage de cet acte roumain.

L'appel lancé hier par Kieu Samphan ne restera pas sans réponse...

Claude LIRIA

Le Vietnam aidé par

IRAN

Le Shah refuse de démissionner

Khomeiny déclare : « nous prendrons les armes »

ALORS que l'armée tuait des centaines de personnes à Machad, le Shah avouait à des journalistes étrangers qu'il avait hâte de prendre des vacances mais qu'il allait attendre le retour au calme dans le pays. Il compte pour cela sur le futur premier ministre qui doit remplacer Azhari, le chef du gouvernement militaire qui a démissionné dimanche. Ce nouveau premier ministre est Bakhiar, membre jusqu'alors du Front national. Cette organisation, la principale de l'opposition dirigée par Sandjabi, s'est prononcée contre tout compromis tant que le Shah serait en place.

Peu après avoir accepté ce poste auprès du Shah, Bakhiar a été exclu du Front. Ainsi, le Shah se retrouve dans la même impasse qu'il y a quelques jours.

Economiquement la situation va de mal en pis. La grève des ouvriers du pétrole empêche toute exportation vers l'étranger et le ravitaillement intérieur lui-même est gravement atteint. Faute de carburant, il y a des coupures de courant de plus en plus fréquentes.

Dans les aéroports, les étrangers, américains surtout, attendent pour partir. Les gouvernements américain, canadien, anglais ont pris des dispositions à cet effet, mais, lundi, le boycott par les employés des avions de ces pays rendait difficile l'évacuation.

Situation politique bloquée, économie paralysée, malgré cela le Shah refuse de partir et de céder le pouvoir. Devant ce refus de plier face aux exigences de tout le peuple iranien qui s'est lancé dans la lutte il y a maintenant un an, l'Ayatollah Khomeiny, en exil

en France, a déclaré :

« Si les manifestations politiques et les grèves n'en-

trainent pas la chute du Shah, nous prendrons les armes. »

Samedi à Machad

Des centaines de morts

SAMEDI, journée de deuil national, 150 000 manifestants ont défilé dans les rues de Machad, une ville de 700 000 habitants située au nord-est du pays. Aussitôt, l'armée est intervenue, tirant sur les manifestants. Plusieurs d'entre eux ont été écrasés sous les chars. C'est le début d'un effroyable massacre. Les manifestants ont répliqué en incendiant trois chars et en mettant le feu à des bâtiments appartenant à des firmes américaines ou britanniques. Les membres de la Savak, la police po-

litique responsable de tant de crimes, ont été pourchassés, quelques-uns pendus.

Puis, l'armée a repris le contrôle de la ville et une répression sauvage s'est alors abattue sur la ville, les militaires tirant sur tout ce qui bouge, y compris les ambulances.

Les hôpitaux sont envahis. Les médecins, qui doivent opérer dans les couloirs, ne peuvent plus faire face à la situation. Les blessés se comptent par milliers. Le nombre de morts est officiellement de 150 pour samedi et dimanche. Selon les dignitaires religieux de la région, il est de 700, bon nombre de victimes ayant été emmenées par l'armée hors de la ville.

Lundi matin, l'armée a tiré sur la foule de gens venus à l'hôpital pour rendre visite à leurs parents blessés. Le corps médical de Machad a lancé un appel à Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU : « Chaque jour nous assistons à des tueries et à des massacres commis sans raison contre un peuple sans défense. »

Lundi, la chasse aux manifestants se poursuivait. Treize autres villes de province ont connu, dimanche, de violentes émeutes. A Delzuz, au sud du pays, l'armée a tué 36 personnes et blessé trois-cents autres en tirant sur la foule des grenades offensives.

A Téhéran, enfin, ce sont 12 personnes qui ont été assassinées samedi.

Evelyne LE GUEN.



De très graves heurts se sont produits à Qazvin, une petite ville. L'armée a tiré sur la foule : sept morts et des dizaines de blessés.

Négociations Salt II : un nouvel échec

L'ANNEE 1978 se sera donc terminée sans que soit signé entre les deux superpuissances l'accord Salt II

sur la limitation des armements stratégiques, c'est-à-dire des armes atomiques de forte puissance. Cela fait donc six années complètes que cet accord fait figure

d'Arlésienne, dont tout le monde entend parler mais que personne ne voit jamais.

Au terme de trois jours de négociations que les Américains avaient annoncées d'avance comme étant décisives (« nous sommes près du but » avait déclaré Cyrus Vance), ce dernier et le ministre des Affaires étrangères soviétiques, Gromyko, se sont finalement séparés à Genève à la veille de Noël sur un nouvel échec. C'est officiellement sur une question de calendrier de mise en application que la rupture s'est faite. En fait, il semble plus probable que ce soit sur une question de fond que les négociations ont buté : quelles armes inclure dans cet accord de limitation ?

Depuis six ans que sont commencées les discussions, l'une et l'autre superpuissance ont développé de nouveaux armements stratégiques qui n'étaient évidemment pas prévus alors dans

le traité : les missiles Cruise pour les USA et le bombardier Backfire pour l'URSS. Chacune d'entre elles veut inclure, dans les 250 missiles que chaque partie s'autorise, les nouvelles armes de l'autre, mais sans que les siennes soient comptabilisées. Il faut donc, pour que l'accord soit signé, que l'une des deux superpuissances cède ou qu'elle ratifie un accord passant sous silence toute une partie de l'arsenal stratégique. Dans un cas comme dans l'autre, l'accord ne règlera donc en rien le véritable problème qu'est la course aux armements que se livrent les deux superpuissances. La preuve de cela est qu'avant même que les accords Salt II soient signés, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut d'ores et déjà préparer les accords Salt III car les Salt II sont dès maintenant dépassés avant même d'être signés.

Serge FOREST.

CORSE

Barrage d'une route

Intervention de la police

LA semaine dernière, les familles des emprisonnés ont tenu en Corse une conférence de presse pour rendre compte de la situation des emprisonnés. Celle-ci pour le moins ne semble pas « s'insérer dans le thème de la défense des droits de l'homme dont la France veut célébrer le 30e anniversaire de la déclaration ». Une autre conférence de presse sera prochainement donnée à Paris par les avocats des prisonniers.

Le 26 décembre, trois mères de prisonniers avaient demandé à être reçues par le préfet. Elles n'ont pas été reçues, mais une motion lui a été transmise. Celle-ci dénonce la situation des prisonniers (nous y reviendrons dans une prochaine édition), elle réclame « le regroupement, comme par le passé, de tous les patriotes corses dans un établissement pénitentiaire équipé pour recevoir des détenus politiques ; le rétablissement des droits de visite conformément au décret de 1975 ». Elle souligne « que si les droits les plus élémentaires de l'homme corse devaient continuer à être violés, A. Riscossa utilisera tous les moyens d'action et d'information pour la res-

tauration de la dignité du peuple corse. »

N'ayant pas reçu de réponse à leur motion, les familles des emprisonnés, auxquelles se sont joints les membres du comité de soutien de Bastia, ont décidé de faire un blocage de route. A Bastia, le jeudi 28 à 18 h 30, les manifestants ont pris position, drapeaux corses en tête et pancartes. Police urbaine et inspecteurs de police interviennent pour faire dégager le carrefour (situé sur le boulevard Paoli, artère principale de Bastia) Les manifestants, très déterminés, refusent de céder. La filaille qui ne connaît pas d'autre langage que la violence réactionnaire agresse brutalement les manifestants. Deux mères de prisonniers sont blessées et un jeune à le cuir chevelu entamé.

Malgré cette ignoble répression, les familles ont lancé un appel à la mobilisation permanente. Ce n'était en effet que la première d'une série d'actions : une nouvelle manifestation a eu lieu le lendemain.

Pour notre part, nous renouvelons notre appel à une solidarité active et à l'unité la plus large contre la répression.

Serge LAFORGE

Grâce aux camps des jeunes marxistes-léninistes

Récolte de châtaignes au profit des emprisonnés

ON se souvient que cet été des jeunes marxistes-léninistes ont passé un mois à défricher une châtaigneraie en Corse, dans la vallée d'Alesani. Cette action avait pour but de montrer qu'avec peu de moyens — des bras et des faucilles — la Castanaccia pourrait vivre. De plus, la récolte devait être organisée au profit des familles des emprisonnés.

L'association « Aiuti Paisanu » nous a adressé le bilan de cette récolte, faite par des militants nationalistes.

« BILAN : 900 kilogrammes. Année très mauvaise en châtaignes, suite à la sécheresse et en particulier au vent violent du mois d'août et surtout au mauvais état de la châtaigneraie. RESULTAT : 900 F encaissés, dont la moitié payable fin décembre. »

« Aiuti » adresse ses félicitations nationalistes aux jeunes militants marxistes-léninistes, il constate que partout à travers le monde des hommes se battent pour le même idéal de justice et de liberté et que l'espoir que nous portons en nous finira un jour par triompher. »

A la mémoire du président Houari Boumediène

VOICI le texte du télégramme que notre directeur politique Jacques JURQUET, secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste, a adressé à la Direction centrale du Front de Libération national à Alger, à l'occasion du décès du Président Houari Boumediène (Des messages analogues ont été envoyés au nom du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste ainsi que du comité de rédaction du notre journal).

« En présentant mes condoléances au peuple algérien et au FLN à l'occasion du deuil de leur chef d'Etat, je rends hommage à la mémoire du Président Houari Boumediène pour son combat patriotique contre le colonialisme français, pour son actif soutien à la cause anti-impérialiste du tiers monde et pour son rôle éminent au sein de l'organisation des pays non-alignés. »

Le président du Front de libération du Timor oriental assassiné

D'APRES un porte-parole militaire indonésien, Nicolau Lobato, président du Fretilin (Front de libération du Timor oriental), aurait été tué au cours d'une embuscade par les troupes indonésiennes. Le Timor Oriental, Etat indépendant depuis le 28 novembre 1975 après 500 années de colonisation portugaise, a été agressé dès le mois de décembre de la même année, soit quelques jours après la proclamation de l'indépendance, par les forces armées indonésiennes dirigées par Suharto. Un Front de libération engageait immédiatement la lutte armée contre les nouveaux agresseurs. Aujourd'hui, le Fretilin contrôle 80 % du territoire ; l'armée indonésienne est cantonnée sur les côtes et dans quelques villes, regroupant seulement 15 % de la population. La majorité du peuple timorais habite les montagnes, dans les zones libérées par les guérilleros du Fretilin.

CONDITIONS DE VIE

Une enquête de l'INSEE à Reims

La pauvreté touche 7 familles sur 100

REIMS est une ville de 200 000 habitants. En 1975, 2 000 familles de cette ville recevaient pour vivre moins du SMIC. C'est ce que fait ressortir une enquête de l'INSEE sur la pauvreté à Reims.

Sur 27 000 familles rémoises qui ont des enfants, 2 000 d'entre elles ont un revenu inférieur au SMIC. L'étude de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) qui publie les résultats d'une enquête sur la pauvreté dans la ville de Reims date de 1975. Mais quelques années après il y a tout lieu de penser que le nombre des pauvres n'a pas régressé mais qu'il a plutôt augmenté. 23% des pauvres recensés par cette étude n'ont pas d'emploi. Ils sont chômeurs. Parmi ces pauvres ceux qui travaillent sont pour 84% des ouvriers. La classe ouvrière fournit donc et de loin le principal contingent dans la pauvreté. 12% sont des employés de bureau ou de commerce. Les pauvres de Reims qui travaillent gagnent moins du SMIC. Cela s'explique par le fait qu'ils ont une acti-

tivité épisodique. Un tiers d'entre eux (32% exactement) ont travaillé moins de 1 200 heures dans l'année, ce qui correspondrait à un peu plus de la moitié de l'année si l'on compte sur la base de 40 heures par semaine. Le chômage explique sans doute en partie ce phénomène. Le découragement, le rejet dont ils se sentent victimes est aussi un facteur qui l'explique. Autre caractéristique de ces pauvres : ils n'ont pas de qualification et travaillent dans des emplois où ils sont sous-payés. Le revenu moyen de ces familles est incroyablement bas : 860 francs par mois en 1975. 326 familles ont déclaré n'avoir aucun revenu. Pour ces familles, les prestations sociales constituent la principale ressource. L'étude du logement montre que ces pauvres sont regroupés dans des ghettos. Elle fait apparaître que

« la politique de construction de logements conduit directement à une véritable ségrégation urbaine ». Les familles pauvres n'ont même pas la possibilité de louer en HLM, le loyer de ceux-ci étant trop élevé pour elles et ils ne peuvent justifier de ressources suffisantes et régulières. 2 000 familles pauvres de la ville fournissent le quart des enfants inadaptés alors qu'elles n'ont mis au monde que 10% du total des enfants de Reims. Ces enfants sont « en danger » d'inadaptation trois fois plus souvent que des enfants de familles non pauvres. Les enfants des familles pauvres représentent 21% des enfants d'âge scolaire classés déficients intellectuels. Enfin, 28% des jeunes de ces familles sont au chômage. Cette étude montre donc que la pauvreté est une réalité bien plus importante qu'on ne le croit habituellement, l'extension du chômage, le coût de la vie de plus en plus élevé, le blocage des salaires ne peuvent qu'accroître le nombre des pauvres. Henri MAZERAU.

Froid

Principales victimes : les pauvres

ARRIVÉ brusquement avec la nouvelle année, le froid recouvre toute la France jusqu'aux régions méridionales. L'Europe du Nord et du Centre est aussi confrontée à cette vague glacée.

Cette vague de froid n'a rien au fond que de très normal en cette saison. Et pourtant le froid continue à faire des victimes. Les premières en sont les pauvres et parmi eux les plus vieux. Faute de ressources suffisantes, ils ne peuvent se chauffer sérieusement quand la température descend trop. Tous les hivers, nombre d'entre eux meurent victimes du froid. Autres victimes, ceux qui possèdent un appareil de chauffage défectueux d'où s'échappe du gaz carbonique. Ce sont le plus souvent les gens pauvres. Ces quelques jours de froid ont donc amené avec eux leur cortège de drames.

Ainsi, dans le Pas-de-Calais, à Wissant, une femme de 50 ans, employée saisonnière, est morte dans la caravane insuffisamment chauffée qui lui servait de logement. A Paris, le corps d'un homme de 48 ans a été découvert sans vie sur une pelouse dans le 16e arrondissement. Un couple de marins a été découvert à bord de sa péniche asphyxié par un appareil à gaz défectueux. Combien de familles, qui subissent le chômage et à qui l'électricité a été coupée car elles ne pouvaient pas la payer, se retrouvent sans chauffage ? Aux pauvres, aux chômeurs, aux person-

nes âgées, le chauffage devrait être assuré, quoi qu'il arrive. La vague de froid a provoqué aussi la désorganisation de la vie dans certains endroits. A Noirmoutier, une digue protégeant des cultures de la mer a cédé. La mer a inondé les champs maraichers sur une surface de 300 ha, anéantissant toute culture pendant plusieurs années. Plusieurs villes ont été privées d'eau ou d'électricité durant plusieurs heures (Montbéliard pour l'eau ; Bruay-en-Artois et Dunkerque pour l'électricité). Dans l'Ardèche, 22 communes sont isolées et privées d'électricité. Pourtant, c'est tous les ans que de tels faits se produisent. Mais que font les pouvoirs publics pour empêcher qu'ils ne se reproduisent ? HM

La bonne année de Giscard

Des hausses, des augmentations



LES fruits du « barisme », ont été récoltés en 1978. On se souvient, entre autres, de la libération des prix du pain, de l'augmentation sur les produits laitiers transformés, sur l'eau et de celle des services.

OFFENSIVE SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Pour 1979, Barre a déjà ensemencé le terrain. A ce jour, plusieurs augmentations ont déjà été opérées. Le super enregistre une hausse de 7 centimes, l'ordinaire de 6 centimes, le gaz oil de 10 centimes, le fuel de 2 centimes. De même, grimpent les taxes sur les cartes grises, sur les cartes d'identité, sur les droits d'enregistrement et les tarifs aériens. Les loyers du secteur privé ne sont pas épargnés non plus. Selon la date du bail, les loyers seront augmentés soit dès janvier 1979, soit au 1er juillet, soit au renouvellement du bail au cours de l'année 1979. De toute manière, ces augmentations iront jusqu'à 8 et même 9%. Mais la liste n'est pas close. Les salaires vont accuser la hausse des cotisations sociales, décidée en conseil des ministres du 13 décembre 1978. Cette augmentation oscil- lera entre 1,25% et 2% selon les salaires. Pour une paie de + 000 F, la part des cotisations s'élèvera à 50 F par mois. Au 20 janvier, ce sera le tour des assurances, de la redevance de la télévision et des prix de l'hôtellerie. Au moment où ces nouvelles hausses sont décidées, il est question, mais seulement question, de discuter d'une éventuelle revalorisa-

tion du SMIC, en fonction de l'indice de janvier 1979. Par contre, une chose est sûre, les profits des capitalistes ont enregistré une hausse de 18,4% en 1978 !

LA LOI DE L'INJUSTICE

La politique du gouvernement et du patronat s'affirme résolument. Mais comme toutes les autres augmentations, ces dernières frapperont encore plus durement les travailleurs défavorisés, les chômeurs. En 1978, le SMIC a enregistré une hausse de 12,4%. La CGT indique que le coût de la vie, lui, a augmenté de 11,4%. Apparemment, les deux chiffres s'équilibrent, mais ce n'est bien qu'une apparence. Ils reflètent plutôt une détérioration de plus en plus profonde du niveau de vie des travailleurs. En effet, qu'on soit smicard ou PDG, le prix du

pain ou de l'essence est le même pour tout le monde. Un des exemples les plus frappants de cette injustice est l'impôt sur la taxe d'habitation. Treize millions de travailleurs paient l'impôt sur leurs revenus mais dix-neuf millions paient les impôts locaux. C'est-à-dire que six millions de personnes sont jugées par le fisc incapables de payer d'impôt sur leur revenu, vu leurs ressources insuffisantes, et pourtant obligation leur est faite de payer la taxe d'habitation. Un ménage qui touche 15 000 F par an dans la région parisienne est obligée de consacrer 23,8% de son budget annuel au paiement des impôts locaux, tandis qu'un couple - toujours de la région parisienne - gagnant 80 000 F par an n'y consacre que 10,2% de son budget annuel.

Natalie VILLOTIERS

L'inégalité devant l'école

DANS une « note d'information » le ministère de l'Education nationale révèle que si 65,6% des enfants de cadres supérieurs et de professions libérales accèdent à la classe de seconde (qui se place deux ans avant le baccalauréat), seulement 23% des enfants de salariés agricoles sont dans le même cas. Un exemple de cette ségrégation sociale à l'école est fourni par l'entrée en 2e C (classe scientifique). Les enfants d'ouvriers y représentent 4,5% des élèves, ceux des cadres supérieurs 42%. La disproportion est donc énorme.

Par contre, l'enseignement technique court accueille 33% d'enfants d'ouvriers et seulement 4,3% des enfants de cadres supérieurs. Or cet enseignement prépare les jeunes à la production.

Le redoublement de classe qui touche beaucoup plus les enfants du peuple les conduit à abandonner l'école car ils n'ont pas la possibilité matérielle souvent de faire face au redoublement. Par contre, les enfants des milieux aisés redoublent sans problèmes.

Ce sont là quelques chiffres montrant que l'école prépare les fils et filles d'ouvriers à rester ouvriers et ceux des cadres ou des milieux aisés à une « profession honorable » et bien payée.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 13
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal : 1er trimestre 1979



Du travail pour tous !

Giscard, Barre, Ceyrac n'arrêtent pas de nous prédire des jours meilleurs. Mais le temps passe et les vagues de licenciements se succèdent. Jamais le chiffre des chômeurs n'a été aussi élevé. 1 700 000 chômeurs, sans parler des femmes ou des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Pas une famille populaire qui ne soit touchée.

Avec la Navale, le textile, l'imprimerie, c'est de nouveau la sidérurgie qui est visée : 20 000 licenciements y sont annoncés. Ce ne sont pas seulement des usines qui vont fermer, mais des villes entières, comme Longwy et Denain qui sont menacées. Et l'offensive du patronat et du gouvernement ne s'arrêtera pas là. 1979 sera encore une année dure pour les travailleurs.

Que l'économie capitaliste française soit en crise ou pas, les travailleurs n'en sont pas responsables. Ils n'ont pas à faire les frais des solutions permettant de développer les profits des monopoles. Leur affaire à eux, c'est de défendre leur droit au travail, d'exiger du travail pour tous.

Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants. Pour faire reculer patronat et gouvernement, il existe une issue. C'est la lutte unie et résolue de tous les travailleurs, chômeurs et actifs, français et immigrés, ceux des secteurs directement touchés ou menacés et ceux des entreprises qui tournent, où la grève peut faire mal aux profits du patronat.

La voie de l'action, c'est celle qu'ont commencé de suivre les ouvriers de Longwy, les travailleurs de Saint-Chamond, de Saint-Nazaire. Elle seule peut faire reculer le patronat à Denain.

C'est toute l'expérience du passé qui nous enseigne : seule l'action paie.

Contre l'offensive générale du patronat, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle à la mobilisation générale des travailleurs ! Que la plus large solidarité populaire se développe dans tous le pays, sous toutes les formes possibles, aux côtés des travailleurs qui sont déjà dans la lutte et de ceux qui vont y entrer !

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste.

Le 27/12/1978.

Créé il y a onze ans

Le Parti se renforce dans les luttes de classe

« **O**UI, camarades, allons résolument vers la classe ouvrière, soyons les meilleurs de ses représentants, soyons les artisans les plus efficaces de son unité ». (1)

Ce fut là l'adresse du camarade Jurquet, lors du Congrès de Puyricard qui marqua les tous derniers jours de 1967 la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

C'était il y a onze ans, une centaine d'hommes et de femmes se sont réunis à Puyricard, car ils étaient convaincus que pour la classe ouvrière et le peuple de notre pays, il fallait un parti communiste authentique qui fonde son action sur l'expérience du mouvement ouvrier et du mouvement communiste international, sur les enseignements du marxisme-léninisme. A ces militants, dont la grande majorité avait combattu de longue date dans les rangs du Parti communiste français, il avait fallu plusieurs années pour acquérir cette conviction-là. Dans le numéro 1 000 de notre quotidien, le camarade Jurquet raconte les huit à neuf années d'interrogations, de doutes, de déchirements qui l'ont conduit à Puyricard. Le camarade François Marty, vieux militant communiste depuis les années 20, responsable communiste pendant la Résistance et également fondateur de notre Parti, a suivi le même chemin. Comme bien d'autres camarades qui aujourd'hui encore militent dans nos rangs.

Déjà, ces camarades savaient sur la base de leur expérience militante que le pouvoir ne se gagne pas dans les urnes, qu'il ne faut pas faire confiance à l'impérialisme et prêcher la capitulation devant lui, au nom de la coexistence pacifique. Ces camarades n'avaient pas compris l'attitude de la direction de leur Parti devant la guerre colonialiste française en Algérie et l'avaient désapprouvée plus ou moins ouvertement ; ils n'avaient pas approuvé non plus la minute de silence imposée par la direction de leur Parti à la mort du chef de l'impérialisme No 1 d'alors,

John Kennedy. Ils n'étaient pas d'accord non plus avec la politique d'alliances sans principes menée envers la SFIO, ancêtre du PS, dont la classe ouvrière avait pu mesurer depuis des années la soumission totale au système capitaliste. De par leur expérience, ces camarades savaient que le socialisme ne se gagne pas « pacifiquement ». Voilà pourquoi, alors que ces questions de fond se trouvaient posées dans les rangs des communistes du monde entier dans les années 60, ces camarades-là trouvèrent dans l'attitude restée révolutionnaire du Parti communiste chinois et d'autres partis des raisons d'espérer et de continuer le combat.

Continuer le combat, c'était construire un nouveau Parti et continuer à se battre au sein de la classe ouvrière, comme l'indiquent le rapport politique et le programme de Puyricard. Fin 1967, début 1968, les luttes ouvrières ont été vives : Berliet, Rhodia Besançon, Saint-Fons et Vaise, Renault-Le Mans, Sud-Aviation-Rochefort, Caen, etc. Puis vint le formidable mouvement de 1968 où le Parti fit ses premières armes ; ses militants, trop peu nombreux pour une secousse d'une telle ampleur, firent face, sans faillir, dans les usines, sur les barricades, en province comme à Paris. Le Parti s'est renforcé dans cette bataille-là, considérablement ; quels que soient les coups qu'il prit un an ou deux plus tard, c'est un fait qu'on ne saurait oublier. Aujourd'hui dans ses rangs, il y a de nombreux « militants de Mai 1968 ».

Dans le printemps de Mai, ils ont connu leur première expérience politique, ont mesuré la force irrésistible des ouvriers en lutte, la force de l'unité de la classe ouvrière et du peuple ; ils y ont appris de fait le rôle de l'Etat bourgeois et de sa police et y ont compris la responsabilité fondamentale de la politique menée par les dirigeants du PCF dans l'échec politique du mouvement ; on avait lâché la proie pour l'ombre, le bon rapport de forces des usi-

nes occupées pour un bulletin de vote illusoire. Dans cette bataille-là, notre Parti a appris beaucoup de choses, dans la rue, dans les usines et non seulement dans les livres !

Il y réapparaît surtout que la force du prolétariat tient à son organisation dans les entreprises, dans les bastions capitalistes mêmes. En 1971, une conférence nationale du Parti fut consacrée à l'édification du Parti dans les entreprises. Cela reste une priorité aujourd'hui encore. L'an dernier, à l'occasion du dixième anniversaire du Parti, un recueil d'affiches « 10 ans de lutte, 100 affiches » a été publié. Quoi de plus révélateur de l'activité des communistes marxistes-léninistes que ces affiches militantes, parfois imprimées, mais le plus souvent manuscrites ou tirées en sérigraphie ? Affiches contre les expulsions (Kallisté), su les mines (Fougères-Lens), les grèves (SCPC, Pennaroya, Le Joint, Lip), à propos d'Overney, des luttes des résidents Sonacotra, contre les opérations « coup de poing », de solidarité avec les petits paysans, les lycéens, de soutien aux peuples du Vietnam, du Laos, du Kampuchea, etc. Un coup d'œil suffit. Le Parti, ses militants, n'ont cessé, onze ans durant, de participer de toutes leurs forces aux luttes de leur classe. Ils ont répondu « présents » dans les actions, quelle que soit la petite chose initiale de leurs forces et de leurs moyens. Dans ces combats là, le Parti s'est encore renforcé. Qu'on se souvienne, le 14 février 1976 où dans le contexte de luttes revendicatives et grévistes, 10 000 personnes furent rassemblées à Paris, à l'initiative des communistes marxistes-léninistes, sous le drapeau de « La parole à la classe ouvrière ». Les militants qui grossirent les rangs du Parti à cette époque et dans les actions qui suivirent ont acquis peu à peu une expérience syndicale et politique ; ils ont renforcé le Parti, eux aussi, en militants et par des liens plus étroits et plus solides avec la classe ouvrière et le peuple.

Peu à peu, s'est forgé un Parti plus actif dans les luttes de classe, plus expérimenté, plus solide pour affronter les difficultés de toutes sortes, pour riposter aux coups de l'ennemi de classe. Le IIIe congrès du Parti a manifesté cela, il y a un an, et tracé des perspectives claires, de bonnes orientations pour l'action que l'activité des derniers mois a déjà confirmées.

C'est une rétrospective un peu sommaire de l'histoire du Parti, bien sûr, mais qui va à l'essentiel. L'essentiel, c'est ce que voulaient les militants de Puyricard : « Consacrer leurs efforts » au service de la classe ouvrière pour l'aider à conquérir son unité, c'est ce pour quoi combat notre Parti aujourd'hui à plus grande échelle, avec sa presse et ses militants pleinement engagés dans les luttes côte à côte avec leurs camarades de travail. A tous, militants ouvriers, militants de la CGT et du PCF, voilà ce que nous retenons de ces onze années, qui trouvent leur source dans le passé glorieux de millions de prolétaires et de communistes dans notre pays et aussi dans le monde entier et qui nous dicent nos tâches pour demain à accomplir avec vous, nous le souhaitons.

L'année 1979 sera dure en effet. La bataille contre le chômage, pour le « travail pour tous » est une rude bataille qui exige des efforts patients et renforcés pour l'unité. Début 1968, notre Parti éditait une affiche « Contre le chômage conséquence du capitalisme », il y avait plusieurs centaines de milliers de chômeurs dans notre pays. Aujourd'hui, ils sont presque deux millions. Face aux attaques redoublées du capital, de Giscard-Barre et de Ceyrac, plus que jamais l'heure est à l'unité et à l'action de tous les prolétaires, de tous les travailleurs.

Camille GRANOT

(1) Jacques Jurquet : « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme ». Rapport de Puyricard, page 123 (Edition du Centenaire).

Revue théorique et politique

Prolétariat

chine : la « démaoïsation » ? avoir vingt ans aujourd'hui le centralisme démocratique



Asie du Sud-Est, jusqu'où ira le Vietnam ?

Prix : 14 F. Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de Prolétariat BP 32013213 - Marseille Cédex 1 CCP 2130 89 H - Marseille - Abonnez-vous un an : 52 F Abonnement de soutien : 80 F.

Le n° 18 de Prolétariat est paru

Jusqu'où ira le Vietnam ?

LE Sud-Est asiatique occupe une place importante dans le dernier numéro de Prolétariat de l'année 1978. Cette région, du fait de l'activité des dirigeants vietnamiens, du fait de la campagne du PCF, fait la une des journaux et est au cœur de nombre de discussions. Dans l'éditorial et dans une analyse détaillée, Camille Granot étudie les préparatifs de guerre en Asie du Sud-Est, l'enjeu de cette bataille, le pourquoi de notre soutien au Kampuchea. Carles à l'appui, l'article dégage la répartition des forces dans la région et explique les ambitions de Moscou et Hanoï. Une interview de Pol Pot accordée à la délégation des journalistes yougoslaves sur les objectifs du Kampuchea, sur la situation internationale, sur son passé militant, ainsi que des notes de Michel Viviant sur cinq livres traitant du Kampuchea complètent ce dossier sur le Sud-Est asiatique.

Au cœur du débat lui aussi, l'article d'Alain Castan sur la « démaoïsation » nous aide à y voir clair, tant dans la situation en Chine que dans notre façon de voir la Chine. Abordant de front les questions que se posent les amis de la Chine, le camarade Castan réfute faits et textes à l'appui les interprétations idéalistes et nous invite à balayer l'idéalisme devant notre propre porte.

C'est une place importante qui est faite à la situation internationale, mais qui se justifie par les bouleversements qui ont lieu sous nos yeux.

Au niveau de notre pays, deux articles affinent l'analyse du parti sur la société où nous vivons. Tous deux ont le mérite de rechercher la vérité dans les faits, de refuser de s'en tenir aux stéréotypes traditionnels. Pierre Burnand, dans « Avoir vingt ans aujourd'hui », fait le point sur la génération qui n'a pas con-

nu 1968. Chômage et refus de la « politique », jeunes immigrés et diplômés en surnombre, tous ces facteurs sont pris en compte pour orienter le travail du parti vers la jeunesse. La contribution de Pierre Baudy à l'analyse des classes en France est à la fois une suite et un début. Suite par rapport aux études antérieures du parti (congrès de Puyricard, conférence d'édification prolétarienne) et début d'un travail d'enquête approfondie, base indispensable de la stratégie de front uni.

Sur le front culturel, Léon Cladel consacre un article à « Zola et le réalisme ». Il nous permet de mieux saisir comment, tout en peignant des gens du peuple, Zola conduit son lecteur à une sorte de fatalisme, de désignation face à l'ordre social. Sans nier la valeur d'écrivain de Zola, Léon Cladel le relie aux courants philosophiques, politiques et sociaux de son époque.

Enfin Prolétariat ouvre ses colonnes aux lecteurs. L'un d'eux nous interpelle de façon fort juste à propos du numéro 17 (sur le PCF) sur le fait que nous ne réfutons pas les notions de base du parti révisionniste (prolétariat, classe ouvrière, Union du peuple de France) ; l'autre aborde un sujet intéressant auquel nous ne pouvons consacrer plus de place : la linguistique.

En conclusion, un numéro qui par les sujets qu'il aborde peut servir utilement les militants et sympathisants dans la bataille politique, un numéro qui, par sa diversité, peut intéresser de nombreux lecteurs.

Le numéro 18 est en vente dans certaines librairies et auprès des militants du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML).

Nous pouvons déjà annoncer que le numéro 19 parlera essentiellement du chômage, des licenciements et qu'un numéro spécial est en préparation sur l'Europe.

Secteur de la téléphonie

15 000 licenciements en un an

Quelques éléments d'analyse

Nous avons déjà publié quelques articles sur le problème de la restructuration dans le secteur de la téléphonie : sur la CIT-Alcatel à Marcé-en-Barœul, sur Ericsson à Brest, sur l'AOIP à Evry.

Nous publierons certainement encore d'autres articles sur le sujet dans les mois qui viennent. Aujourd'hui, nous parlerons plus particulièrement de la situation à Ericsson-Brest.

Nous commençons par publier quelques extraits d'une lettre que nous avons reçue de la cellule Marcel Cachin Ericsson-Brest, puis des éléments d'un tract intersyndical CGT-CFDT électronique Bretagne et des extraits d'un tract du Comité de Brest de notre Parti communiste marxiste-léniniste.

Si nous commençons par des extraits d'une lettre de la cellule Marcel Cachin Ericsson-Brest, c'est au titre de critique et d'autocritique de notre travail par rapport à un article publié sur Ericsson-Brest dans notre journal du 23-24 décembre.

SAVOIR CORRIGER SES ERREURS... MEME LES PLUS PETITES

Voici ce qu'écrivent nos

camarades dans leur lettre du 27 décembre 1978 : « Quelques remarques (de détail) sur l'article paru les 23-24 décembre concernant Ericsson-Brest. D'abord le titre ne fait mention ni d'Ericsson, ni de Brest. C'est dommage car d'après un titre, on doit tout de suite savoir de quoi il s'agit. Ensuite, c'est dommage que la photo expédiée ne soit pas parue. D'autre part, petite imprécision : « Fin janvier, 278 personnes ne travailleront plus que trois

heures », en fait, c'est trois jours par semaine et les 278 sont en plus des 206 autres citées plus haut dans l'article ».

Ces critiques sont tout à fait justifiées. La présentation de l'article n'est pas claire du tout et il y a des erreurs. Même si elles ne sont pas très graves, elles sont gênantes pour la compréhension de la situation par ceux qui ne la vivent pas. Nous prions les camarades et les ouvrières et ouvriers de nous en excuser. Si d'autres erreurs de ce type se reproduisaient ne manquez pas de les signaler.

EXTRAITS DU TRACT CGT-CFDT-ÉLECTRONIQUE BRETAGNE

« Les syndicats CGT-CFDT des entreprises de l'électronique et la construction téléphonique de la région Bretagne se sont réunis le 19 décembre.

« La situation des travailleuses et travailleurs de cette industrie ne cesse de se dégrader. La politique du patronat et du pouvoir fait peser de graves menaces sur des milliers d'emplois, cela dans une région déjà durement touchée par le chômage et les bas salaires.

« Dans ce même temps, les profits de cette industrie ne cessent de s'accroître.

« Déjà, les licenciements sont annoncés dans les usines de sous-traitance. 167 à SRPI-Redon, 56 à CBE-Loudéac, 40 à Albert Marcel à Saint-Quay et 1 500 à 2 000 emplois sont menacés pour le premier trimestre 1979.

Le 9 janvier 1979 les syndicats CGT et CFDT de l'électronique Bretagne appellent à « une journée unitaire d'information et d'action par des arrêts de travail dans toutes les entreprises et en participant massivement aux initiatives locales. » (tract commun CGT-CFDT)

Les marxistes-léninistes participeront à ces actions aux côtés des travailleurs de la Bretagne, partout où ils se trouvent. Nous invitons nos correspondants à nous faire un compte-rendu rapide de cette journée au moyen du répondeur téléphonique (205-51-10) et à nous faire part auparavant de toutes les initiatives qui sont prises sur place par notre parti.

« Des réductions massives d'effectifs sont prévues. AOIP-Guingamp et Morlaix, LTT-Lannion et Dinard, Ericsson-Brest, CGCT-Rennes, etc.

« 5 000 emplois risquent ainsi de disparaître dans les trois prochaines années en Bretagne.

« Cela se traduit déjà par des mesures de chômage partiel : Ericsson-Brest, LTT-Lannion et Dinard, qui viennent amputer le pouvoir d'achat.

« Les travailleurs sont victimes d'une restructuration imposée par le grand patronat à la recherche du profit maximum et immédiat. La mutation technologique, réalité aujourd'hui, est utilisée par le pouvoir et le patronat pour accentuer la politique antisociale et l'austérité...



L'affiche réalisée à Brest par le PCML. (Photo correspondant).

Ce qu'en disent les militants du PCML

La restructuration dans le téléphone au profit de Thomson

Le téléphone est un secteur de pointe où les capitalistes se précipitent, attirés par un taux de profit élevé pour leurs capitaux. D'où une concurrence acharnée entre les gros trusts comme Thomson, CGE ou ITT.

C'est ainsi que Thomson a racheté Ericsson, LMT et LTT, entreprises de téléphonie, grâce notamment à des appuis au gouvernement (Olivier Giscard d'Estaing) et au CNPF (François Ceyrae) qui sont au conseil d'administration de Thomson.

Comme dans tous les secteurs où se concentrent les capitaux, c'est à qui restructurera le plus vite, mécanisera et parcellisera le plus possible la production, appliquera le plus vite les nouvelles découvertes techniques, et ce, comme toujours sans tenir compte des travailleurs.

C'est dans ce cadre qu'il faut analyser ce qui se passe dans le groupe Ericsson : la technique électromécanique abandonnée pour l'électronique, la mécanisation de la production en très peu de temps, les usines restructurées, des services entiers déplacés ou supprimés.

Et pourtant le téléphone se vend bien ! En effet.

LE TRUST THOMSON SE PORTE BIEN !!

Quelques chiffres significatifs : Thomson a déclaré un bénéfice net de 6,5 milliards d'anciens francs pour le premier semestre 1978 (plus 17% par rapport à 1977) ; Thomson-CSF vient de vendre pour 600 millions le secteur composant C-MOS au géant américain Motorola ; avec un effectif de 105 000 travailleurs, 62 filiales françaises, 28 filiales étrangères, Thomson a réalisé un chiffre d'affaires de 1 700 milliards d'anciens francs en 1976.

LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS D'ERICSSON

Maintien de l'emploi pour tous, garantie des salaires et des qualifications, suppression du travail au rendement (boni), 35 heures par semaine sans perte de salaire, retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, diversification de la production (fabrication... autres que centraux téléphoniques) avec notamment des services d'études avec réalisation sur place.

MENER LA LUTTE DANS L'UNITE

La lutte, dans l'usine Ericsson, est à mener dans l'unité la plus large de tous les travailleurs, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués, quelles que soient les opinions ou sympathies politiques de chacun. Au niveau des autres usines du trust Thomson, particulièrement Thomson-CSF de Brest, des liens de solidarité active doivent se créer...

(extrait d'un tract du CP de Brest du PCML)

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM.....
PRÉNOM.....
Lieu de travail.....
Adresse.....
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge.)



Le 14 décembre, les travailleuses d'Ericsson participent au meeting Thomson-Ericsson à l'usine Thomson-CSF de Brest (Photo correspondant).

Bourg-en-Bresse

3 mois d'occupation à Reznier Gaudet

REZNIER-Gaudet fabrique des pièces en sous-traitance pour Berliet. Le PDG et principal actionnaire a déposé le bilan le 4 septembre laissant un déficit de plusieurs millions. Les travailleurs, y compris le comité d'entreprise, en ont été informés le lendemain dans les journaux. Aussitôt une charrette de licenciements touche trente ouvriers dont les trois membres du comité d'entreprise et deux délégués. Réaction immédiate des 92 travailleurs de la boîte (ils sont syndiqués à plus de 60%) : la grève.

Le patron recule, réintègre les membres du comité d'entreprise. Les travailleurs continuent, exigent la réintégration de tout le monde et la

non-liquidation de la boîte. Les travailleurs mènent la bagarre aux côtés de leurs syndicats, ils ont multiplié les actions, tant pour obtenir du soutien, principalement auprès des autres travailleurs (collectes, informations, etc.) que pour faire pression sur le patron et les pouvoirs publics.

Actuellement il existe deux acquéreurs éventuels à condition que Barre leur fasse une éternelle de quelques dizaines de millions. Mais d'autres patrons sous-traitants voudraient bien voir disparaître cette boîte pour s'emparer du marché.

Berliet menace : si le travail ne reprend pas, il se retirera et confiera le marché à d'autres. Mais les travailleurs ne

sont pas décidés à céder à ses pressions plus qu'à d'autres, ils savent ce qu'ils veulent : leur travail. Ils sont bien prêts à prendre le temps et les moyens pour l'obtenir. Beaucoup d'entre eux sont des jeunes et font leur première grève : « L'ambiance est bonne, tu vois, m'a dit un travailleur, ça fait du bien de connaître une grève. Et puis après on ne fera plus comme avant. Tu vois pour les collectes, les boîtes où ils ont connu la grève, comme à Forest-Chanel, ils ont bien donné pour nous soutenir. Et puis dans la grève, on a appris à se connaître. Et ce n'est pas toujours ceux qui ont la plus grande gueule qui tiennent le mieux le coup. Ceux-là, ils nous ont tous lâché. Les im-

migrés, par contre, on croyait qu'ils allaient lâcher tout de suite, mais ils sont toujours là ! »

Et la situation actuelle de Bourg : 2 241 chômeurs (selon les chiffres officiels) et le peu de lutte en cours, fait de la lutte de Reznier-Gaudet une lutte importante : s'ils gagnent, les autres travailleurs verront que c'est possible de lutter et de gagner ; s'ils perdent, le découragement continuera à sévir parmi les travailleurs.

On peut les aider en envoyant un soutien financier à Crédit mutuel Bressan, rue du 4 septembre, 01000 Bourg, chèque avec mention : M. Rabuel-Bourbon, comité de soutien CGT-CFDT Reznier-Gaudet.

Tchécoslovaquie (2)

Il y a deux ans était publiée la Charte 77

DANS notre édition précédente, nous avons vu quelques aspects du régime « normalisé » de Tchécoslovaquie, de ce régime imposé en août 1968 par les armées soviétiques, un régime où vous pouvez écopier de vingt mois de prison si vous affichez vos bulletins de salaire, un régime qui tient la classe ouvrière entièrement muselée, un régime où le seul droit des travailleurs est de suer et de fermer leur gueule — sinon gare ! — un régime fasciste !

Nous présentons aujourd'hui la « Charte 77 », plate-forme commune de l'opposition publiée il y a juste deux ans.

Le 1er janvier 1977, des opposants tchécoslovaques publiaient le « Manifeste de la Charte 77 », signé dès le début par 241 personnes.

On retrouvait parmi elles nombre de personnalités du « Printemps » de 1968 : des écrivains comme Ludvík Vaculík, Vaclav Havel ou Pavel Kohout, d'anciens dirigeants politiques, comme František Kriegel, ancien membre du Présidium du Parti communiste, Věnek Šihán, ancien premier secrétaire du Parti par intérim (pendant le temps où Dubček avait été kidnappé par l'occupant russe, fin août 1968), ou Jaroslav Šabata, ancien membre du Comité central du Parti, etc.

Ce n'était certes pas la première fois que les opposants se manifestaient publiquement. A vrai dire, jamais le gouvernement kollabo de Husak n'avait pu étouffer toute opposition, malgré la gigantesque répression déclenchée à partir de 1969. Ceux qui avaient animé, impulsé, dirigé le « Printemps de Prague » n'avaient aucunement renoncé à leurs opinions. Dubček lui-même, l'ancien leader du Parti en 1968, avait envoyé le 28 octobre 1974 une lettre au Parlement, dans laquelle il dénonçait vigoureusement le régime de Husak.

Ainsi que le souligna Jiri Pelikan, leader de l'opposition socialiste en exil : « Le mouvement d'opposition n'est pas nouveau ; avec la publication de la Charte 77, il est entré dans une nouvelle phase, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans toute l'Europe de l'Est ; des aspects nouveaux se manifestent ».

Et Pelikan distinguait trois aspects nouveaux :

- L'opposition passait des protestations individuelles à une démarche collective ;
- Les différents courants de l'opposition et les différentes couches sociales s'unissaient sur une plate-forme commune ;
- La Charte 77 bénéficiait aussitôt du soutien des mouvements oppositionnels des autres pays d'Europe de l'Est et d'URSS.

LE MANIFESTE DE LA CHARTE

Quelle était donc cette plate-forme commune du « Manifeste » de la Charte 77 ?

En se référant explicitement aux lois adoptées par la République de Tchécoslovaquie sur les « droits de l'homme », il indiquait : « Leur publication nous rappelle avec insistance que, jusqu'à nouvel ordre, maints droits civiques fondamentaux n'existent, hélas, dans notre pays que sur le papier ». Et de dénoncer toutes les violations de ces lois : absence de liberté d'expression, discrimination à l'égard de ceux qui pensent de façon critique, persécutions contre eux, etc.

« Toutes les institutions, continuait le Manifeste, tous les organes de l'Etat sont subordonnés, dans les faits, aux directives politiques de l'appareil du Parti dominant et aux décisions de quelques personnes influentes au pouvoir... Ces mesures sont généralement prises dans les coulisses ; elles restent souvent orales, demeurent inconnues de la masse des citoyens et sont soustraites à leur contrôle ; leurs auteurs ne sont responsables que devant eux-mêmes et devant leur propre hiérarchie... leurs ordres ont partout le pas sur la loi elle-même ».

Et la Charte 77 se définissait comme « une communauté libre, non-formelle et ouverte de personnes, d'opinions, de religions et de professions diverses, réunies par la volonté de s'engager à titre individuel et collectif pour faire respecter dans notre pays et dans le monde les droits de l'homme et du citoyen ». Le « Manifeste » indiquait aussi explicitement que « la Charte 77

ne constitue pas la base d'une activité politique oppositionnelle ».

La Charte 77 pouvait paraître constituer une opposition bien bénigne. Mais elle frappait le régime en plein cœur, car elle mettait à nu la violation par lui de sa propre légalité, son caractère fasciste, restauré, après 1968, sur ordre de l'occupant russe. En plus, comme elle se situait explicitement sur le plan de la légalité tchécoslovaque, elle condamnait le pouvoir à se démasquer davantage

s'il se mettait à réprimer ses signataires.

LA REPRESSION

Et ceci ne tarda pas : dès le 6 janvier, les porte-parole de la Charte 77 dénonçaient les premières mesures prises par le pouvoir contre les « chartistes » : « Dans la matinée du 6 janvier 1977, des véhicules de la Sécurité d'Etat ont encerclé, au milieu de la circulation, une voiture dans laquelle avaient pris place les écrivains Vaclav Havel et

Ludvík Vaculík, et l'acteur Pavel Landovsky ; ceux-ci se disposaient à remettre au gouvernement tchécoslovaque, à l'Assemblée nationale et à l'Agence de presse CTK, le texte de la Charte 77 pourvu de toutes les signatures, et à l'adresser par la poste à tous les signataires ».

L'un des trois porte-parole de la Charte 77, Vaclav Havel, fut arrêté et maintenu longtemps en détention. Un second, le philosophe Jan Patočka, fut soumis à de longs interrogatoires au siège de la police, il mou-

rut le 13 mars des suites de l'un de ces interrogatoires.

Toutes les mesures possibles et imaginables furent employées pour faire taire la « Charte 77 » : certains de ses signataires furent incarcérés, traînés en justice ou maintenus en détention préventive, la moitié des signataires furent soumis à des interrogatoires, des perquisitions furent opérées aux domiciles de beaucoup d'entre eux, la plupart furent l'objet d'une surveillance policière constante — et il faut bien savoir jusqu'où cela peut aller : « L'objet de la surveillance est suivi par trois agents en civil de la police politique ; ils sont toujours derrière lui, le suivant ostensiblement, contrôlant les cartes d'identité des personnes qui, dans la rue, s'arrêtent pour échanger quelques mots avec lui, prenant des photos, etc. » Ou bien : « La police en uniforme garde la porte de l'appartement et contrôle les pièces d'identité des visiteurs ». De nombreux signataires perdirent leur emploi, et, bien sûr, les syndicats « officiels » ne bougèrent pas l'ombre du petit doigt pour les défendre.

Pourtant, toutes ces mesures répressives et discriminatoires n'empêchèrent pas le nombre des signataires de la « Charte » de grandir, avec un afflux de gens de toutes catégories sociales. Moins d'un an après sa publication, elle avait déjà un millier de signataires, tandis que beaucoup de gens sympathisaient avec elle sans toutefois oser la signer par peur de la répression. Le fait est que la Charte 77 constitue l'expression d'un puissant courant d'opposition au régime fasciste de Husak. Un petit indice : le seul numéro de l'organe central du parti, *Rude Pravo*, à s'être bien vendu depuis des années, a été celui où, en s'en prenant à la Charte, les autorités en citaient de courts extraits.

Les autorités ont voulu organiser une grande campagne de signatures contre la Charte 77 — mais dans les entreprises où cela a été tenté, les travailleurs ont refusé tout net et ont exigé de prendre d'abord connaissance du texte de la Charte — ce qui ne leur fut bien sûr jamais accordé. Ainsi, dans l'entreprise Jiskra de Tabor, en Bohême, à la suite du refus des ouvriers de signer le texte contre la Charte, ce sont seulement le directeur de l'usine, le responsable du parti, celui du syndicat et celui de l'union de la jeunesse qui ont signé une résolution contre la Charte « au nom des travailleurs de l'entreprise Jiskra de Tabor », l'ont envoyée aux autorités et ne l'ont communiquée aux travailleurs qu'après et de façon très restreinte... Bel exemple de la démocratie à la Husak.

A l'automne dernier, les pressions contre les signataires de la Charte se sont intensifiées. Le premier octobre, l'un des porte-parole, Jaroslav Šabata, a été arrêté et il est toujours en détention préventive. Ancien membre du comité central du Parti, l'un des premiers à avoir pris ouvertement position au sein du Comité central contre l'acceptation de l'occupation soviétique, en 1968, il a déjà passé six ans en prison... Un autre porte-parole de la Charte, Vaclav Havel, est pratiquement arrêté dans son propre domicile. Le troisième porte-parole est lui aussi soumis à une surveillance constante, ainsi que tous les autres grands noms de la Charte.

Jean SCHUBERT

Pour en savoir plus sur la Tchécoslovaquie, lisez les CAHIERS LISTY, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, trimestriel. Abonnement d'un an : 18 F.

Adresse : Listy c/o Comité international contre la répression. BP. 221 75564 PARIS-CEDEX 12.

Des porte-parole de la Charte 77



Ladislav HEJDANEK



A gauche, Jaroslav SABATA

Des signataires de la Charte 77



František KRIEDEL



Zdeněk MLYNAR



Eduard GOLDSTUCKER